



DECLARATION LIMINAIRE AU CSA-SD du 2/09/2025

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Après une rentrée 2024 marquée par l'absence de ministre de l'Éducation Nationale, l'UNSA Éducation53 constate que cette rentrée 2025 s'annonce tout aussi tendue, dans un climat politique, budgétaire et social particulièrement préoccupant.

Ce sont une fois encore nos écoles, nos établissements, nos collègues et bien sûr nos élèves et leurs familles qui en feront les frais.

Malgré les instabilités politiques et l'absence de perspectives claires, les agents de l'Éducation nationale continuent à faire fonctionner l'école grâce à leur professionnalisme et leur investissement.

Cependant, la lassitude grandit. Le dernier baromètre des métiers de l'Unsa Education est sans appel : Ils sont 91 % à aimer leur métier mais, paradoxalement, 77 % à dire qu'ils ne le conseilleraient pas. Cela s'explique par des salaires trop bas (87,2 %), le surnombre de réformes (41,8 %), le manque de moyens et les conditions de travail (71,5 %). Ils sont aussi 67 % à juger que l'image de leur profession est désormais dégradée.

Le contexte démographique avec la baisse annoncée de 150 000 à 180 000 élèves doit être une chance pour offrir à nos élèves de meilleures conditions d'apprentissage. Le projet de budget envisage de ne pas remplacer un fonctionnaire sur trois partant en retraite. Cela équivaldrait à supprimer 10 000 postes d'enseignant par an. Il n'est pas acceptable d'utiliser l'éducation et donc l'avenir de notre pays comme variable d'ajustement. La récente étude de l'Institut des Politiques Publiques du 30 juin 2025 en a fait la démonstration. Il faut investir dans l'éducation.

Ainsi, le SE-Unsa, avant même la rentrée, a déposé une alerte sociale sur deux thèmes forts : le budget 2026 et les conditions d'exercice des directrices et directeurs d'écoles.

En Mayenne, la faible dotation pour la carte scolaire et l'absence de réserve de postes pour cette rentrée ne permettra pas d'ouvrir là où c'est nécessaire sans fermer ailleurs alors que la rentrée est passée. Fermer une classe dans une école le lendemain de la rentrée serait pour l'Unsa education 53 un non-sens pédagogique. Nous espérons que vous n'aurez pas, faute d'une dotation suffisante à faire ce choix.

Concernant la direction d'école, alors qu'il y a quelques années l'ambition affichée était l'allègement des tâches des directeurs, nous constatons qu'il n'en est rien puisqu'avec le plan « filles et maths » ceux-ci doivent planifier et animer une sensibilisation de 2 h à tous les

personnels de leur école avant le 15 septembre. Il apparaît donc qu'il restait du temps aux directeurs comme à tous les personnels dans les 15 premiers jours de la rentrée.

Enfin, l'Éducation nationale a fait de la santé mentale une priorité et pourtant, nous découvrons à cette rentrée que les promesses ne sont pas tenues. En effet, lors du CSASD sur les emplois infirmiers du 27 mars 2025, vous aviez accordé un moyen provisoire à la cité scolaire Réaumur-Buron pour cette année. Or à cette rentrée ce moyen provisoire est passé à 0,7 ETP. Alors que la Mayenne est un désert médical, nous avons également appris, que 0,2 ETP auraient été récupérés sur les emplois d'infirmiers en collège. Qu'en -est-il ? Est-ce ainsi que notre département fait de la santé mentale une priorité ? Nous vous demandons, Monsieur le Directeur Académique de respecter vos engagements et de revenir sur ces décisions.

En résumé, pour cette rentrée 2025, l'UNSA Éducation 53 se fait l'écho des inquiétudes de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale : ils demandent de la stabilité, des moyens, et surtout une reconnaissance réelle de leur engagement au service des élèves. Pour que le service public d'éducation permette à chacun de réussir, il a besoin de la confiance de la nation et du respect de ses agents, pas d'une vision à court terme à travers le prisme des économies budgétaires.